

donnaient lieu de supposer la trahison chez Esterhazy, ses mauvaises relations, ses dettes, son peu de moralité, etc.

« Et c'est à ce moment qu'il a dû me parler du petit bleu. »

Un matin, il me dit qu'il venait de comparer l'écriture d'Esterhazy à celle du bordereau et que, pour lui, il n'y avait pas de doute qu'Esterhazy ne fût l'auteur du bordereau.

Tout en trouvant une certaine ressemblance dans les écritures, je suis trop peu expert pour pouvoir m'en rendre compte, et j'avais vu bien des écritures qui ressemblaient déjà plus ou moins à celle du bordereau.

En dehors de cette présomption, et malgré les enquêtes qu'il avait faites, Picquart n'avait pu apporter aucune preuve de trahison.

C'est alors que, devant la gravité de cette déclaration, au lieu d'attendre le retour du général Gonse, qui était en congé à la suite d'une maladie (ce qui fait qu'il n'avait pas été tenu au courant de cette première partie), je prescrivis au colonel Gonse, le trouver à la campagne pour lui soumettre toutes ses observations à ce sujet.

Le général Gonse m'écrivit alors, et il parlait avec ma manière de voir.

Il avait fait les mêmes observations que moi à Picquart, c'est-à-dire qu'il y avait là deux affaires distinctes, qu'Esterhazy pouvait être un traître, qu'il fallait en trouver les preuves et les chercher, et que l'affaire Dreyfus était complètement distincte de celle d'Esterhazy.

Ce n'est que plus tard que j'ai appris que le colonel Picquart avait commencé ses recherches beaucoup plus tôt, c'est-à-dire fin mars ou avril 1896, et fait des enquêtes successives qui n'avaient pas abouti à lui donner des preuves de trahison.

Le président. — Ainsi, le 5 août, à votre retour de Vichy, le lieutenant-colonel Picquart ne vous a pas entretenu de soupçons qu'il aurait conçus sur un commandant du nom d'Esterhazy, et sur la connexité qui rattacherait ces soupçons à l'affaire Dreyfus ?

Le général de Boisdeffre. — Le colonel Picquart m'a entretenu de ses soupçons sur la trahison d'un nouvel officier : je ne puis pas me rappeler avec certitude s'il a prononcé le nom d'Esterhazy ; mais, en tout cas, il ne m'a pas parlé alors de la connexité de ce traître avec Dreyfus.

Le président. — Que s'est-il passé du milieu de septembre au 16 novembre ?

Le général de Boisdeffre. — La situation s'est prolongée dans des conditions analogues, c'est-à-dire le ministre et nous, disant au colonel Picquart, qui poursuivait avec une grande ténacité et uniquement cette seule idée : « Cherchez et trouvez des preuves. »

Le colonel Picquart a même demandé à envoyer à Esterhazy un télégramme en termes à peu près identiques à ceux du petit bleu et le ministre (général Billot) n'a pas estimé qu'on pût employer ce moyen vis-à-vis d'Esterhazy alors qu'on n'avait pas trouvé de preuve de trahison préalable contre lui.

Le président. — Avez-vous vu, à cette époque, la pièce dite petit bleu et quelle impression vous a-t-elle laissée ?

Le général de Boisdeffre. — J'ai dû certainement voir le petit bleu. Cette pièce m'a laissé l'impression d'une pièce d'un caractère bien vague et d'une authenticité douteuse.

Le colonel Picquart continuait à ne poursuivre absolument que son idée et à vouloir, sans preuves, substituer Esterhazy à Dreyfus, j'ai pensé qu'il était utile de le mettre dans un autre milieu, de ne pas le conserver à la tête du service des renseignements, et de le renvoyer dans un corps de troupes.

Le ministre, qui voulait éviter de fournir un aliment à de nouvelles polémiques de presse, a jugé préférable de l'envoyer en mission tout d'abord : c'est ainsi qu'il a été chargé de missions fort importantes par la suite.

C'est sur ces entrefaites (vers fin octobre) que, le colonel Picquart étant absent pour une mission de courte durée, arriva le faux Henry.

Le commandant Henry apporta, comme sortant de sa source habituelle, la pièce en question. Son authenticité ne faisait pas de doute, d'abord en raison de la situation de l'officier, qui était un officier tout de confiance, amené à l'état-major par le général de Miribel, dont il était l'officier d'ordonnance, dont il avait toute la confiance, qui en avait fait le commandant du grand quartier général. La comparaison avec d'autres pièces de même provenance paraissait donner une identité d'écriture et de style complète ; elle ne pouvait donc soulever aucun doute, elle n'en souleva aucun, et si elle ne fut pas communiquée au colonel Picquart, ce fut parce que, à cette époque, il n'était déjà plus, en fait, chef du service des renseignements.

Et ce fut l'avis du ministre qu'il était préférable de ne plus le mêler, en quoi que ce soit, à l'affaire Dreyfus.

Je puis dire cependant que le ministre a dit à Picquart qu'il avait reçu une pièce prouvant nettement, et de nouveau, la culpabilité de Dreyfus ; et je suis aussi certain qu'on peut l'être, à cette distance de temps, que Picquart n'a pas répondu que ce devait être un faux.

Le président. — A quelle date le colonel Picquart a-t-il reçu avis de son envoi en mission ?

Le général de Boisdeffre. — Ce doit être vers fin octobre ou commencement de novembre.

Le président. — Picquart nous a déclaré qu'il ne l'avait su, d'une manière positive, par la bouche du ministre, que dans une entrevue qu'il aurait eue dans le cabinet du ministre, avec vous et le général Gonse, le 14 novembre. Vous en souveniriez-vous ?

Le général de Boisdeffre. — Je n'ai gardé aucun souvenir de cet incident, et je ne puis affirmer ni contredire que ledit jour le ministre l'ait avisé, pour la première fois, qu'il l'envoyait en mission.

Le président. — Quels sont les incidents qui se sont passés pendant le séjour de Picquart en Tunisie et se rapportant soit à l'affaire Dreyfus soit à l'affaire Esterhazy ?

Le général de Boisdeffre. — J'ai été tenu au courant des lettres successives pour ses missions, que lui écrivait le général Gonse par ordre du ministre, tant en France qu'en Tunisie, et des réponses du général Leclerc, soit pour diverses questions posées au colonel Picquart, soit transmettant également des plaintes du

colonel Picquart ; car il y a eu entre lui et le commandant Henry un échange de lettres dont je n'ai été averti, d'ailleurs, qu'après la réponse faite.

M. le président. — Que savez-vous de l'incident dit de la « dame voilée » ?

M. le général de Boisdeffre. — J'ai eu connaissance de cet incident.

Nous avons cherché vainement quelle pouvait être la dame voilée, et comment la pièce aurait pu sortir du ministère.

Nous avions d'abord supposé que c'était par suite d'une négligence du colonel Picquart, à qui elle aurait pu être dérobée.

Plus tard, quand des insinuations ont paru mettre en cause le colonel du Paty, je l'ai fait interroger par le général Gonse, et il a certifié, non seulement verbalement, mais par écrit, qu'il n'avait jamais eu cette pièce entre les mains, que le colonel Sandherr la lui avait montrée une fois en 1894 et l'avait remise ensuite sous enveloppe.

Depuis la fin de mai 1898 jusqu'à maintenant, j'ai été malade, puis j'ai quitté mes fonctions : je n'ai pas pu m'occuper directement et avec suite des affaires en cours, notamment de la mise en retrait d'emploi du colonel du Paty.

Question posée par un conseiller. — Dans une déposition que vous avez faite devant M. le juge Fabre, vous avez déclaré ce qui suit : « Picquart m'a parlé, en effet, d'une campagne de presse qui devait s'engager et de la nécessité de la devancer. » Pourriez-vous nous expliquer dans quelles conditions a eu lieu ce langage de Picquart, et quel sens vous avez attribué à ces mots « de la nécessité de la devancer » ?

Le général de Boisdeffre. — C'est au moment où Picquart voulait à tout prix faire admettre la substitution d'Esterhazy à Dreyfus, et me disait qu'il fallait en prendre immédiatement l'initiative, que sans cela une campagne de presse terrible allait s'engager et que des scandales inouïs allaient s'ensuivre.

Le président. — La lettre Weyler portait-elle des énonciations de nature à faire prévoir de prochains incidents ?

Le général de Boisdeffre. — Pour moi, je ne crois pas qu'elle fût de nature à faire prévoir par elle-même de pareils incidents.

Question posée par un conseiller. — Le colonel Picquart a été nommé chef du service de statistique, le premier juillet 1895. Dans sa déposition, il a prétendu qu'à cette date, ou dans les quelques jours qui ont suivi sa prise de possession du service, vous lui auriez dit spontanément et d'une façon textuelle : « L'affaire Dreyfus n'est pas finie. Elle ne fait que commencer », et qu'en même temps vous l'auriez invité à s'en occuper ?

Le général de Boisdeffre. — Je n'ai pas la prétention de me rappeler textuellement comme le colonel Picquart les paroles ou les conversations que j'ai pu avoir avec lui. Je n'en ai certes pas pris note. J'ai pu supposer, étant donné les incidents du procès lui-même, qu'il en serait soulevé de nouveaux, et j'ai pu dire quelque chose analogue au colonel Picquart.

Quant à la seconde partie de son énoncé, je suis sûr de le lui avoir dit, comme je l'avais dit, du reste, à son prédécesseur, et je l'ai dit pour deux motifs principaux : le premier, c'est que mon devoir comme première préoccupation était de tâcher de trouver le plus de traces possibles des divulgations qui avaient été faites, et de tâcher de découvrir, si d'autres fuites que celle que nous connaissions ne s'étaient produites ; le second motif, c'est que pour des raisons que je n'ai pas à apprécier, j'ai trouvé, en effet, l'instruction concernant Dreyfus complètement insuffisante en ce qui concerne sa moralité, ses relations de femmes et de cercle, etc.

Question posée par un conseiller. — Est-il normal que le chef du S. S. puisse pendant plusieurs mois (dans l'espace, du mois d'avril au mois d'août) procéder à des enquêtes contre un officier sans en référer à ses chefs hiérarchiques ?

Le général de Boisdeffre. — C'est absolument anormal.

Le colonel Picquart aurait dû rendre compte de ses soupçons, de ses enquêtes et de ses recherches à son chef, le général Gonse.

La lecture faite, après dictée, le témoin a déclaré persister dans sa déposition et a signé avec nous.

Signé : Général de BOISDEFRE.

NOUVELLE DÉPOSITION DU GÉNÉRAL DE BOISDEFRE

SEANCE DU 21 JANVIER 1899

Le président. — Vous avez été de nouveau appelé devant la Cour, à raison d'une dépêche adressée, le 2 novembre 1894, par un agent étranger à ses chefs, et qui, communiquée par le ministre des affaires étrangères au ministère de la guerre, aurait été l'objet d'une interprétation différente dans chacun de ces ministères. Pourriez-vous donner à la Cour quelques renseignements là-dessus ?

Le général de Boisdeffre. — Je me souviens, en effet, parfaitement, que le lendemain, je crois, du jour où l'arrestation de Dreyfus fut connue, je vis arriver dans mon bureau le colonel Sandherr, alors chef du service des renseignements, me disant : « Eh bien ! mon général, voilà une preuve de plus de la culpabilité de Dreyfus : c'est la traduction d'une dépêche qu'un agent militaire étranger vient d'adresser à son gouvernement et qu'on vient de m'apporter. »

Le dépêche a été portée de suite au ministère, soit par le colonel Sandherr, soit par moi, et, très peu de temps après (dans mon souvenir, le lendemain ou le surlendemain), le colonel Sandherr vint me trouver et me dit : « La personne qui m'avait apporté la traduction du télégramme vient de revenir, me déclare qu'on s'est trompé dans la traduction, qu'il y a eu erreur de chiffres, et apporte une nouvelle version, qui n'a plus la signification de la première, et qu'elle déclare être la version exacte. »

Dans mon souvenir, la première annonce l'arrestation du capitaine Dreyfus, et disait que l'agent avait pris ses précautions.

Dans la deuxième, il se bornait à parler de faire démentir dans leurs journaux toute relation avec Dreyfus, s'il n'en a pas eue.

En raison de la divergence et de l'incertitude de ces documents, il n'en a été, à ma connaissance, tenu aucun compte, ni dans l'instruction, ni dans le procès ;

et les choses sont restées ainsi jusqu'en 1898.

À la fin d'avril ou au commencement de mai 1898, le général Billot, ministre de la guerre, a donné l'ordre de faire un nouveau classement, plus méthodique et plus rationnel, de toutes les pièces concernant l'affaire Dreyfus, pièces qui n'étaient pas réunies dans un seul dossier, et c'est alors que le souvenir de ces télégrammes est venu, on fut conduit à rechercher ce qu'étaient devenues les deux copies dont il a été question plus haut ; on n'en trouva aucune trace au service des renseignements ; j'ignore si le colonel Sandherr les avait détruites ou remises aux affaires étrangères.

Sur le compte qui lui en fut fait par le général Gonse, le général Billot lui prescrivit d'envoyer demander ces traductions aux affaires étrangères.

Le général Gonse chargea le colonel Henry de cette mission. Henry revint déclarant au général Gonse que le fonctionnaire auquel il s'était adressé (M. Paléologue, je crois) lui avait répondu qu'il ne pouvait lui donner que sur l'autorisation de son ministre.

Le général Gonse rendit compte au ministre, le général Billot, et ce dernier s'adressa alors à M. Hanotaux ; mais il me dit que M. Hanotaux, pour des raisons de convenances diplomatiques, lui avait absolument refusé une communication de ce genre.

Alors le général Billot envoya le général Gonse chez M. Delpeuch, sous-secrétaire d'Etat des postes et des télégraphes, pour demander l'original. Cette démarche n'aboutit pas davantage. Et alors le général Gonse essaya de faire reconstituer, de mémoire, le texte des deux télégrammes, avec le colonel du Paty, je crois, qui, seul, disait s'en rappeler.

Mais nous avons considéré cette reconstitution surtout comme une indication ; nous n'avons pas annexé ces pièces au rapport de mai 1898 ; nous n'avons mentionné dans ce rapport l'existence des télégrammes que comme la preuve ou l'indice de la préoccupation de l'agent étranger, à la suite de l'arrestation.

Je sais que M. Cavaignac a, depuis, demandé la communication de ce télégramme à son collègue, et je ne sais rien autre depuis, puisque j'étais malade et que j'avais quitté le service.

Le président. — Dans une lettre publiée, il y a quelques jours, par Esterhazy et adressée à M. le premier président de la Cour, il répétait qu'il aurait été, en 1894 et 1895, un intermédiaire entre le colonel Sandherr et un agent étranger.

Le général de Boisdeffre. — Jamais, à ma connaissance, le colonel Sandherr n'a employé à quoi que ce soit Esterhazy.

J'ajoute que l'allégation de ce dernier me paraît tout à fait invraisemblable ; il ne paraît pas possible que le colonel Sandherr eût pu, soit lui fournir des documents à donner, soit en recevoir de lui, sans que les chefs du colonel Sandherr fussent informés et sans recourir à la participation des services intéressés.

Le colonel Sandherr n'aurait jamais pu se permettre d'employer à cette tâche un officier supérieur, sans en référer à ses chefs.

Le président. — Au mois d'octobre 1897, plusieurs officiers de l'état-major ont cru devoir prévenir Esterhazy de la campagne qui allait s'ouvrir contre lui. Le colonel du Paty de Clam, qui faisait partie de ces officiers, s'est mis immédiatement en relations avec le commandant Esterhazy, et, dans sa déposition, il nous a dit que ses chefs n'ignoraient pas les relations dans lesquelles il s'engageait, que sans doute il n'avait pas reçu d'ordre d'eux, mais qu'il pensait entrer dans leurs vues, en agissant ainsi qu'il le faisait. Avez-vous eu connaissance des démarches faites à cette époque ?

Le général de Boisdeffre. — Je n'ai eu connaissance des démarches du colonel du Paty auprès du commandant Esterhazy que bien après le procès Zola.

Au mois d'octobre 1897, me parvinrent ainsi qu'au ministre des lettres anonymes exposant la campagne qui se préparait pour substituer Esterhazy à Dreyfus.

Vers la même époque arrivèrent également des lettres d'Esterhazy au Président de la République, au ministre de la guerre et à moi. Je me rappelle qu'à ce moment, le colonel du Paty me fit part des inquiétudes de M. de Nettancourt, membre du même cercle que lui (l'Union, je crois) et j'ai dû certainement lui répondre qu'il pouvait être parfaitement tranquille, qu'il n'était pas possible de substituer Esterhazy à Dreyfus, puisque nous avions la conviction absolue de la culpabilité de Dreyfus, ce que j'ai toujours proclamé haut.

Je me rappelle également que des officiers de la section de statistique avaient soumis au général Gonse l'idée de prévenir Esterhazy, par une lettre anonyme, des indications contenues dans les lettres anonymes envoyées au ministre et à moi.

Le général Gonse, bien entendu, soumit cette idée au général Billot qui ne l'autorisa nullement ; le général Gonse transmit sa défense, avec ordre formel de l'exécuter, et ledit avis ne fut jamais envoyé.

Le général Gonse avait pris comme auxiliaire pour copier toutes ces pièces, dont le ministre voulait avoir le double, le commandant du Paty, qui lui semblait le plus indiqué, comme ayant déjà été mêlé à l'affaire Dreyfus.

Je n'ai pas souvenir de ce qui a pu se passer ensuite ; je me rappelle seulement, à la suite de diverses insinuations de la presse, il en fut émis une prétendant que j'aurais télégraphié à Esterhazy à Londres, où il aurait été chercher, soi-disant, le document libérateur : « Revenez, je vous couvre. »

J'écrivis à M. le ministre de la guerre, le 4 décembre, une lettre pour le prier de faire démentir les faits en question et constater que je n'avais ni vu, ni connu M. Esterhazy (le ministre estima utile de communiquer la lettre entière).

Au moment où j'allais porter cette lettre au ministre, le général Gonse, qui me l'avait racontée depuis, entra dans mon bureau, où se tenait le colonel du Paty, et lui dit : « Voilà ce que le général vient d'écrire au ministre. Vous n'avez rien fait, n'est-ce pas, qui ait pu prêter aux insinuations de la presse ? »

Le colonel du Paty lui en donna l'assurance formelle.

Comme je l'ai dit au début, je n'ai appris les agissements qui se sont produits qu'imparfaitement, par suite d'absence ou de maladie, et ce que je me

rappelle parfaitement, comme incidents se rapportant à cet ordre de faits, c'est qu'au moment où il était question de traduire Esterhazy devant un Conseil d'enquête, pour une mise en réforme que j'approuvais pleinement, le général de Pellieux vint me trouver et me dit :

« Je viens vous rendre compte qu'Esterhazy vient de me déclarer que, si on le traduisait devant un Conseil d'enquête et si on le mettait en réforme, il allait déclarer qu'il était l'homme de l'état-major, qu'il n'avait agi que d'après les ordres de ses chefs et qu'il en avait les preuves. »

Je répondis au général de Pellieux que de pareils menaces étaient, pour moi, un motif de plus, et suffiraient seules pour que je demandasse sa comparution devant un Conseil d'enquête, et je prescrivis au général de Pellieux d'aller rendre compte au ministre.

Le lendemain, il me fit dire qu'il venait de recevoir une lettre d'Esterhazy, lui déclarant que tout ce qu'il avait dit la veille était faux, et retraçant ses dires ; je n'ai du reste pas vu la lettre.

Le président. — Avez-vous entendu parler d'une lettre de l'empereur d'Allemagne relative à Dreyfus ?

Le général de Boisdeffre. — Jamais je n'ai entendu parler d'une pareille lettre autrement que par les racontars des journaux. Jamais il n'en a été question, à ma connaissance, à l'état-major de l'armée. Par conséquent, il m'a été impossible d'en parler, comme on la prétend, dans les salons où je n'avais guère le temps d'aller, du reste.

Question posée par un conseiller. — C'est le 5 août 1896 que, pour la première fois, Picquart vous a fait connaître les soupçons qu'il avait contre Esterhazy. Avez-vous su que, depuis le mois d'avril précédent, Picquart avait fait exercer une surveillance officielle contre Esterhazy, s'était fait remettre, à la poste, sa correspondance privée, et avait même envoyé un agent qui avait pénétré dans son domicile en son absence ? Le chef du bureau des renseignements était-il autorisé à agir ainsi qu'il l'a fait sans en donner avis à ses supérieurs ?

Le général de Boisdeffre. — Je n'ai connu ces détails, totalement ou en partie, que postérieurement, à cette date, et j'ignorais complètement, à cette date, de puis combien de temps les investigations étaient commencées. Le colonel Picquart ne pouvait pas faire saisir des lettres à la poste sans une réquisition du ministre l'autorisant à le faire et je ne me rappelle pas que, quand il en fut rendu compte au ministre, le ministre le lui reprocha en termes extrêmement violents.

Je trouve tout à fait anormal les investigations auxquelles Picquart s'est livré pendant ces quatre mois, sans en rendre compte à ses chefs.

La lecture faite, après dictée, le témoin a déclaré persister dans sa déposition et a signé avec nous.

Signé : Général de BOISDEFRE.

DÉPOSITION DE M. le commandant Lauth

SEANCE DU 11 JANVIER 1899

Le président. — Vous étiez au bureau de statistique au moment où est arrivé le bordereau qui a servi de point de départ à la poursuite dirigée contre Dreyfus. Pourriez-vous dire à la Cour quelles sont les circonstances dans lesquelles cette pièce est arrivée ?

Le commandant Lauth. — Le bordereau dont il est question a dû arriver dans les bureaux dans les derniers jours de septembre 1894.

Le commandant Henry était en ce moment absolument le seul officier du bureau qui connaît l'agent qui nous fournissait des documents de ce genre et qui fit connu de lui.

Il avait ses rendez-vous avec cet agent à peu près exclusivement le soir, après dîner, vers huit ou neuf heures, tantôt en un point, tantôt en un autre, de sorte qu'il lui était impossible de remettre, le soir même, les papiers touchés à notre chef, le colonel Sandherr, et qu'il les gardait chez lui pendant la nuit, pour ne les apporter au bureau que le lendemain matin.

Très souvent, en raison du peu de liberté dont disposait l'agent, les rendez-vous avaient lieu à la fin de la semaine, c'est-à-dire le samedi soir, et l'influence beaucoup à croire, sans toutefois pouvoir l'affirmer absolument, que ce fut les papiers dans lesquels se trouvait le bordereau ont été donnés au commandant Henry le samedi 22 septembre et qu'il a dû les apporter au bureau le lundi 24 au matin.

Un matin — est-ce le 24 ou une autre date ? mais il ne doit pas y avoir grand écart — je suis arrivé au bureau, et immédiatement, avant que je puisse entrer dans la pièce où je travaillais d'ordinaire, le commandant Henry, qui circulait dans un couloir intérieur à nos bureaux, m'appela et me fit entrer dans la pièce où il travaillait d'ordinaire.

En même temps que moi arrivait le capitaine Matton, aujourd'hui chef d'escadron au 6^e régiment d'artillerie à Clermont-Ferrand.

A peine fûmes-nous entrés dans la pièce du commandant qu'il nous montra des paquets dont il avait pris livraison la veille ou l'avant-veille et, nous montrant quelques fragments, recollés par lui, il nous dit : « C'est effrayant. Voyez donc ce que j'ai trouvé dans les paquets. »

Nous nous mîmes près de la fenêtre, écartant les rideaux qui donnaient sur la rue de l'Université ; et tous trois nous nous mîmes à lire le contenu de cette pièce qu'il était autre que le bordereau. Diverses réflexions furent échangées au sujet de celui qui pouvait en être l'auteur, en raison de la nomenclature des pièces qui y étaient indiquées et de la telle arme, de telle ou telle fonction, de se les procurer.

J'ajoute que, soit pendant que nous étions près de la fenêtre, soit au moment où le commandant Henry nous a appelés, M. Gribelin, l'archiviste du bureau, est également entré dans la pièce et a eu connaissance, à peu près en même temps que nous trois, de l'existence de cette pièce.

Le bordereau n'a été montré au chef du service, le colonel Sandherr, qu'une demi-heure ou trois quarts d'heure plus

tard, dès son arrivée au bureau, attendu qu'il ne venait que vers dix heures, et notre chef de service a dû en rendre compte à ses chefs, soit dans la matinée, soit dans l'après-midi.

Quant au sous-chef de bureau de cette époque (le lieutenant-colonel Cordier), par l'organisation même du service, ne venait au bureau qu'à midi, il n'avait pu en avoir connaissance qu'au retour au bureau, l'après-midi, du chef de service, c'est-à-dire vers trois heures ; mais il n'en a pas eu connaissance du tout, attendu qu'à ce moment-là il était en permission, qu'il n'est rentré que le 8 octobre et, par conséquent, si le lieutenant-colonel Cordier a déposé de la même façon qu'il a voulu l'avancer dans les journaux (ce que j'estime qu'il aurait vu le bordereau l'un des premiers), je déclare qu'il en a menti.

Unefois que le bordereau eût été remis au chef d'état-major et au ministre, l'enquête destinée à en découvrir l'auteur fut menée, en grande partie, en dehors du bureau des renseignements.

Je ne connais pas tous les détails de l'enquête, d'abord parce que ces questions ne m'ont pas spécialement intéressées dans mes attributions ; parce que, sur cinq officiers du bureau, j'étais le plus jeune et que, par conséquent, le chef du service ne me parlait pas, comme à ses collaborateurs immédiats, de tout ce qui pouvait se passer entre lui et le chef d'état-major ou le ministre, et enfin parce que le 1^{er} octobre, je suis parti en permission et, à ce moment-là, l'enquête n'avait encore donné absolument aucun résultat.

Je ne sais donc que pour l'avoir entendu raconter au bureau ce qui s'est passé pour trouver l'auteur du bordereau.

Je sais qu'on a réuni les chefs des différents bureaux de l'état-major et qu'on les a chargés de faire une enquête, chacun dans son bureau ; et c'est de cette façon qu'on est arrivé à restreindre le cercle des recherches ; mais le bureau des renseignements n'a pas été mêlé à ces recherches : il s'est contenté de montrer le bordereau, d'indiquer que, par son contenu, il y avait un coupable, et c'était au chef d'état-major et au ministre à prescrire ce qui était nécessaire pour le prouver.

Le président. — Vous nous avez dit à l'instant que vous avez quitté le bureau pour aller en permission le 4 octobre. A quelle époque êtes-vous rentré au bureau ?

Le commandant Lauth. — Je suis parti en permission le 4 octobre, ayant vu, de mes yeux vu, en présence du commandant Henry, du capitaine Matton et de M. Gribelin, le bordereau, et cela dans les conditions que j'ai relatées plus haut.

Le 7, l'enquête au sujet de l'auteur du bordereau n'avait pas encore abouti, et je n'ai su l'arrestation du capitaine Dreyfus que trois ou quatre jours après cette arrestation.

Étant en permission aux environs de Senlis je venais à peu près une fois par semaine passer l'après-midi à Paris, pour faire des courses et voir ce que se passait au bureau ; je ne suis certainement pas revenu entre le 4 et le 15 ou le 20, attendu que je n'aurais pas manqué de demander à mes collègues ou à mes chefs où en était l'enquête commencée au moment de mon départ.

En passant au bureau, vers le 19 ou le 20 (je n'affirme pas d'une façon absolue, à deux jours près, ces dates), j'ai su par le commandant Henry que quelques jours auparavant il avait conduit le capitaine Dreyfus au Cherche-Midi.

Je m'étais donc d'une façon absolue contre la déposition du lieutenant-colonel Cordier, qui dit que je n'ai été au courant de ce qui se passait qu'à la fin d'octobre, et je demande que le témoignage du capitaine Matton, qui a été au courant de ces faits, comme moi, soit invoqué. A ce moment déjà, le colonel Sandherr ne communiquait plus absolument tout ce qui se passait au bureau au colonel Cordier, qui a été en permission jusqu'au 8 octobre, et qui, des cinq officiers du bureau, a été le dernier à connaître l'existence du bordereau.

Je dois ajouter que la situation du lieutenant-colonel Cordier au bureau des renseignements était telle que nos chefs, — en prévision du départ prochain du colonel Sandherr, qui était à ce moment, depuis un an, sur le tableau d'avancement, et dont la nomination comme colonel d'un régiment ne constituait plus qu'une question de semaines (il a été nommé en avril 1895) — avaient jugé absolument impossible de lui laisser la succession du colonel Sandherr : aussi personne d'entre nous ne fut-il étonné de voir se produire un incident, au mois de mai 1895, au moment de la maladie du colonel Sandherr.

Le 9 juin 1895, au moment où il était déjà désigné pour prendre le commandement du 20^e de ligne, à Montauban, le colonel Sandherr tomba malade, et, en attendant que l'officier désigné pour lui succéder vint prendre la direction du bureau, l'intérim fut fait par le lieutenant-colonel Cordier ; par suite, le lieutenant-colonel Cordier se trouva à diverses reprises en relation, pour des questions de service, avec M. Poisson, alors directeur de la Sûreté générale, et il arriva qu'à l'une ou l'autre de ces entrevues le colonel Cordier, qui n'était pas tous les jours un modèle de tempérance, après ses repas, produisit à M. Poisson une impression telle que celui-ci, venu au bureau pour causer de questions de service, déclara nettement qu'il suspendrait ses relations jusqu'au jour où il y aurait un autre chef de service.

Il alla voir le jour même, le chef d'état-major pour lui faire part de ses impressions, et quelques jours après le colonel Cordier était affecté brusquement à un régiment stationné à Rennes.

Il recevait l'ordre de s'y rendre immédiatement, et le nouveau titulaire comme chef de service du bureau, était nommé. Il sera facile à M. Poisson de se rappeler sa visite au chef d'état-major.

Le président. — Vous ne vous êtes plus occupé des différents incidents de l'affaire Dreyfus jusqu'au moment où le lieutenant-colonel Picquart, devenu chef du bureau de statistique, a commencé ses investigations au sujet de la culpabilité de cet ancien officier ?

Le commandant Lauth. — Non.

Je n'ai plus eu à m'occuper de la question Dreyfus, ni pendant le procès, puisque je n'étais même pas cité comme témoin, ni après.

Même lorsque notre chef de service a commencé à faire des recherches au su-

jet de Dreyfus, je n'ai pas été mêlé à ces recherches, attendu que, jusqu'au moment de son départ, au milieu de novembre 1896, il n'a jamais été question, entre le colonel Picquart et moi, de Dreyfus.

Il poursuivait officiellement, vis-à-vis de moi et, je crois, d'autres de nos collègues, une enquête au sujet d'une culpabilité du commandant Esterhazy ; mais jamais, du moins à moi, il ne m'a dit qu'il voulait

tion qui précède, je vous donne lecture des explications fournies par le colonel Picquart, le 5 octobre dernier, devant le rapporteur l'ancien sur le sujet des points qui nous occupent. (Ici il est donné lecture de la partie de l'interrogatoire subi par Picquart le 5 octobre, page 4, commençant par ces mots : « Que s'est-il passé entre vous... ? » et se terminant par ces mots : « Etant donnée l'incertitude au sujet de l'écriture. »)

Le commandant Lauth. — Dans sa déposition, le colonel Picquart émet l'opinion que mes différentes dépositions ne sont pas en concordance les unes avec les autres.

Je crois, au contraire, n'avoir jamais varié dans mes différentes dépositions — et cela d'autant plus naturel que les différentes parties des conversations que nous avons eues s'enchaînent naturellement — et que les unes sont la conséquence des autres.

J'ai montré, plus haut, que le colonel Picquart fait aujourd'hui des restrictions, ou supprime une partie des phrases prononcées et au sujet desquelles il a déposé au procès Zola, comme, par exemple, le fait d'avoir attribué l'écriture du *petit bleu* à A.

En outre, il veut placer à des époques différentes des fragments de conversation qui ont eu lieu à un même moment. Comme j'en ai déjà questionné antérieurement, il a bien été question, deux fois, avec le colonel Picquart, des photographies, de disparition de traces de déchiffrement, de cachets de la poste.

La première fois, les faits se sont passés comme je l'ai indiqué plus haut et se sont terminés par ma sortie du bureau et par le récit que j'ai fait à mes collègues de ce qui venait de se passer.

La deuxième fois, le colonel Picquart, au contraire, est venu dans le bureau — où le capitaine Junk et moi nous travaillions — et il a encore été question des mêmes faits, mais en s'adressant d'une manière moins formelle à l'un ou l'autre d'entre nous. Le capitaine Junk se rappelle parfaitement ce qui s'est passé et pourra confirmer ma déposition.

Demande par un conseiller. — Lorsque vous avez été désigné pour vous rendre à l'entrevue de Bâle, est-il exact que vous ayez insisté pour que le colonel Picquart vous adjoignît le commandant Henry ?

Le commandant Lauth. — Au moment de mon départ pour l'entrevue de Bâle, je n'ai jamais insisté pour que le commandant Henry me fût adjoint.

J'ai exprimé au chef du service mon appréhension d'aller seul à une entrevue avec un homme qui constituait une forte partie.

Je savais, en effet, que cet agent n'était pas le premier venu. A plusieurs reprises, sous le commandement du colonel Sandherr, des négociations avec lui avaient échoué, malgré des indemnités qui lui avaient été données et de très fortes promesses qui lui avaient été faites.

Toujours, au dernier moment, il nous avait échappé. Aussi, lorsque je fus averti que cet homme était venu de lui-même s'offrir à notre attaché militaire, avec un défaut de précautions susceptible de le compromettre, alors qu'il savait parfaitement comment s'adresser à nous sans passer par l'attaché militaire, je crus devoir prendre toutes mes précautions pour réussir dans ma négociation et ne pas être « roulé » par lui.

J'insistai donc pour ne pas aller seul à Bâle, et laissai même entrevoir au chef du service que je n'irais pas seul.

Je demandai à ce qu'un collègue me fût adjoint et à ce que des agents, pris parmi ceux que nous emmenions quelquefois pour de semblables entrevues, vinssent avec moi.

J'avais tout intérêt à ce que ce collègue fût, pour moi, un aide et non pas un embarrass. La négociation devant avoir lieu en allemand, le commandant Henry — qui ne comprenait ni ne parlait cette langue — ne pouvait m'être d'aucune utilité, et c'était me placer moi-même dans une position fautive que de demander d'être obligé de traduire pour lui toute la conversation, au fur et à mesure de la négociation, ma peine devant en être doublée.

Je n'ai jamais insisté pour que ce fût le commandant Henry qui vint avec moi.

J'ai demandé un collègue et, si c'est lui qui a été désigné, cela prouve, fort probablement, de ce qu'aucun autre officier parmi ceux, sachant l'allemand n'était disponible. D'après le colonel Henry, s'il s'agissait de mettre Esterhazy à la place de Dreyfus, que tout le monde, au service des renseignements, savait coupable, n'a pas voulu se prêter à cette petite combinaison.

Demande posée par un conseiller. — Vous dites qu'au service des renseignements tout le monde considérait Dreyfus comme coupable ; tel n'était pas cependant le sentiment du chef de ce bureau.

Ne s'en était-il pas plusieurs fois expliqué, soit avec vous, soit avec les autres officiers de ce bureau ?

M. Gribelin. — Le lieutenant-colonel Picquart ne m'a jamais fait part d'un doute au sujet de la culpabilité de Dreyfus.

Il affichait même des idées antisémites très avancées, à tel point que, lorsqu'un secrétaire ou quelqu'un d'autres orthographiait son nom : Picard, il lui faisait des observations en disant qu'il ne voulait pas être pris pour un juif.

Je ne sais pas si l'a fait part de ses doutes à d'autres officiers ; mais je n'en ai pas entendu parler.

Demande posée par un conseiller. — En ce qui vous concerne, quel était votre sentiment à cet égard ?

M. Gribelin. — J'ai dit plus haut que j'avais eu l'intuition que Picquart voulait substituer Esterhazy à Dreyfus.

Mais de ce sentiment il ne découle pas que j'aie la conviction que Picquart savait Dreyfus innocent, pas plus qu'il ne savait Esterhazy coupable.

J'ai exprimé un sentiment personnel, basé sur des observations journalières ; et, malheureusement, l'événement m'a donné raison ; mais, je le répète, je ne sais rien des sentiments de Picquart à cet égard.

Lecture faite, après dictée, le témoin a déclaré persister dans sa déposition et a signé avec nous.

Signé : GRIBELIN.

LE FESTIVAL MASSENET

Depuis longtemps, nous guettions l'occasion de réaliser, pour la joie de nos amis, ce projet d'une séance de musique uniquement réservée à l'audition d'œuvres de Massenet.

La date enfin put en être fixée ; mais alors une difficulté d'un genre assez imprévu se présenta : les artistes désireux de prêter leur concours à cette fête d'art se présentèrent si nombreux que le programme en devenait impossible à composer ! Et ce fut un spectacle touchant et vraiment inouï que celui de ce maître assailli, pendant quinze jours, de propositions, de sollicitations d'artistes d'élite qui lui disaient :

— J'ai triomphé grâce à vous ; je vous dois le meilleur de ma réputation et de mes succès ; je ne veux pas, je ne peux

Déposition de M. Gribelin

archiviste

SÉANCE DU 12 JANVIER 1899

Le président. — Avez-vous quelques renseignements particuliers à nous donner sur l'arrivée du bordereau qui a motivé la condamnation de Dreyfus au bureau des renseignements ?

M. Gribelin. — Vers la fin de septembre 1894, au moment de mon arrivée au bureau, vers neuf heures du matin, le commandant Henry m'appela et me dit, en me présentant un papier recouvert : « Voyez donc ce qui m'a été remis. C'est fort ! Et j'espère bien qu'on va le pincer. »

Je pris connaissance du bordereau et, comme lui, je fus convaincu qu'il ne pouvait émaner que d'une personne appartenant à l'état-major de l'armée et ayant des connaissances techniques en artillerie.

Je m'absentai quelques instants du bureau du commandant Henry, et, quand j'y rentrai, j'y trouvai les capitaines Lauth et Matton, à qui il avait également montré le bordereau.

Je n'ai revu cette pièce que plus tard, lorsque j'en ai été constitué en quelque sorte le gardien, comme greffier de l'officier de police judiciaire.

Le président. — Voudriez-vous nous dire comment a été constitué le dossier secret de cette affaire, et ce qu'il contenait ?

M. Gribelin. — Je n'ai pas participé à la confection de ce dossier. Je sais qu'il existait.

Je savais où il était déposé. En le mettant à la place qu'il occupait — à une date que je ne puis préciser — le commandant Henry me l'avait montré, en me disant : « Voilà un dossier de pièces secrètes qui se rapporte à l'affaire Dreyfus. Si jamais on vous le demande en mon absence, vous saurez où il est. »

Je ne sais pas exactement ce que contenait ce dossier, bien que je connaisse certaines des pièces qui s'y trouvaient.

Le président. — A quelle date, non pas de jour, mais d'indication générale, le commandant Henry vous aurait-il remis ce dossier ? Est-ce avant ou après la condamnation de Dreyfus ?

M. Gribelin. — Je viens de dire que je ne pouvais pas préciser de date ; mais, puisque M. le président insiste, je crois devoir ajouter qu'il y a de grandes chances pour que ce soit avant le jugement, attendu qu'après le jugement on ne parlait plus de cette affaire au bureau, ou, du moins, le moins possible.

Le président. — En admettant cette dernière déclaration — c'est-à-dire que le dossier ait pu vous être remis avant le jugement — auriez-vous souvenir de vous en être dessaisi également avant cette époque ?

M. Gribelin. — Je n'étais pas le gardien du dossier. Je n'avais les clefs du coffre dans lequel il se trouvait déposé, qu'en l'absence du commandant Henry. Or, comme il ne s'est pas absenté à ce moment, je n'ai pas pu sortir le dossier du coffre où je l'avais vu déposer : ce dossier ne m'a jamais été remis.

Le président. — A quelle époque avez-vous eu de nouveau à vous occuper de ce dossier et, en général, de l'affaire Dreyfus ?

M. Gribelin. — La correspondance échangée entre Dreyfus et sa famille était communiquée au ministère de la guerre.

Toute cette correspondance a toujours été renvoyée aux colonies, en disant qu'on ne voyait pas d'inconvénient à ce qu'elle fût remise aux destinataires.

J'étais chargé de l'examen de cette correspondance, sous la direction du chef du service des renseignements. Nous en parlions assez souvent, et comme toutes les lettres de Dreyfus à sa famille étaient, en quelque sorte, semblables dans le fond, il m'est arrivé souvent de dire :

« Je ne vois pas l'utilité de cette communication de correspondance. Dreyfus est condamné, c'est à l'administration pénitentiaire des colonies à s'assurer de sa garde, et le ministère de la guerre ne devrait pas intervenir là-dessus. »

Le chef de la S. S. (alors lieutenant-colonel Picquart) estimait, au contraire, que l'examen de cette correspondance présentait de l'intérêt ; et il me donna l'ordre de faire chauffer, au moyen d'un fer à repasser, toutes les lettres émanant de Dreyfus ou à lui adressées. Cette mesure de surveillance ne produisit aucun résultat et, un certain jour, le lieutenant-colonel Picquart me dit : « Il réclame toujours de la lumière. Je vais leur en faire une, de lumière. » (Parlant de la correspondance échangée entre Dreyfus et sa famille.)

A ce moment, il y avait déjà quelque temps que les capitaines Lauth et Junk avaient fait des photographies de la pièce connue sous le nom de *petit bleu*. Et, un jour que je me trouvais dans le bureau de ces messieurs, le capitaine Lauth, impatient de ne pas arriver au résultat qui lui était indiqué par le chef du service, me dit : « Mais qu'est-ce qu'il veut donc faire de ce *petit bleu* ? »

Et je lui répondis : « Il veut mettre Esterhazy à la place de Dreyfus. »

Je n'ai d'autre preuve de ce sentiment qu'une foule d'observations personnelles ; mais, dès le mois de juin, j'étais persuadé, et j'ai fait part de mon sentiment à la plupart de mes camarades, que le colonel Picquart voulait substituer Esterhazy à Dreyfus.

Le colonel Picquart dirigeait lui-même les investigations contre Esterhazy, et je n'y ai été mêlé que très indirectement ; par exemple, en donnant des renseignements, au nom du lieutenant-colonel Picquart, à l'agent chargé de ces investigations, ou, encore, en prenant connaissance de lettres adressées à Esterhazy.

Un fait cependant, et qui remonte au mois de mai 1896, m'avait mis en éveil : c'est la demande que m'a faite le lieutenant-colonel Picquart de savoir si j'étais prêt à obtenir la poste qu'un timbre de départ fut apposé sur une lettre à une date antérieure à celle à laquelle nous nous trouvions.

Sur le moment, je n'ai pas attaché à cette demande une très grande importance, d'autant plus qu'il ne m'en a jamais reparlé ; mais, à quelque temps de là, en causant avec le commandant Henry et le capitaine Lauth, le commandant Henry rappelait qu'il avait dit à Picquart : « Mais votre *petit bleu* n'a pas de valeur ! Il n'a pas été remis au destinataire, puisqu'il ne porte pas le cachet de la poste. »

Je me suis alors rappelé la demande

quart s'exprimer, dans un moment d'ennui, de la manière suivante : « Vous ne vous imaginez pas la difficulté qu'on a d'obtenir quelque chose d'eux, là-haut ; mais s'ils ne veulent pas marcher, je saurai bien leur forcer la main », avouons attribué tous les deux ces paroles à un mouvement de dépit provoqué par le calme et les objections auxquelles le chef d'état-major aurait accueilli les révélations du colonel Picquart.

Si j'ai cité le fait que le colonel se lavait les mains, c'est parce que son petit lavabo se trouvait placé à côté de la porte de notre bureau, et que le colonel était venu jusqu'au bord de la porte, ouverte en ce moment, et causait en s'essuyant les mains.

Demande par un conseiller. — Voulez-vous nous dire ce qui s'est passé au ministère de la guerre quand on a examiné les moyens qu'il convenait d'employer pour prévenir Esterhazy de la campagne qui allait être menée contre lui ?

Le commandant Lauth. — Je n'ai jamais vu, jusqu'au jour où le fait a été lancé dans les journaux, que le commandant Esterhazy eût été prévenu par quelqu'un du ministère.

Et, dans les premiers temps, je me demandais, absolument comme n'importe qui, ce qui avait pu se passer. Depuis, on a avancé des faits de différente nature ; les uns ont été prouvés, les autres ont été démentis ; presque tout s'est passé dans des enquêtes qui n'ont pas été rendues publiques ; et enfin, le lendemain du procès Zola, j'ai quitté le ministère pour prendre mon service au régiment, et je n'ai plus eu ce qui s'est passé.

Demande par un conseiller. — Dans le procès-verbal de l'interrogatoire subi le 9 septembre 1898 par M. le lieutenant-colonel du Paty de Clam au cours de l'enquête à laquelle il a été procédé par M. le général Renouard, chef de l'état-major de l'armée, nous lisons ce qui suit : « Le ministre venait de recevoir une lettre anonyme signée F. D. C. lui dévoilant le complot qui se tramait ; et l'on se demandait comment on pourrait en faire parvenir l'avis à Esterhazy. Dans une réunion à laquelle assistaient le général Gonse, le lieutenant-colonel Henry, le commandant Lauth, l'avis fut émis de recourir à la voie anonyme. On rédigea même deux lettres ; mais ce moyen fut interdit d'une façon formelle et on dut y renoncer. »

Le commandant Lauth. — Il n'y a jamais eu de réunion au sens propre du mot, pouvant évoquer l'idée qu'on s'était réuni dans un but précis ; des uns ou des autres des quatre officiers auxquels il est fait allusion, deux ou trois ont pu se trouver, pour une question quelconque de service, momentanément réunis, et le quatrième, également pour une question étrangère au fait auquel il est fait allusion, est survenu et a pris part à la conversation ; les choses ont dû se passer de la manière suivante : le général Gonse ayant reçu au moment de son rapport chez le ministre soit la lettre elle-même dont il est question, soit l'avis qu'elle existait, a dû venir au bureau, comme il le faisait parfois jusqu'à trois ou quatre fois par jour quand il avait des questions intéressantes, pour demander au colonel Henry s'il pouvait lui donner des explications ou lui demander de faire faire des recherches sur le sujet en question.

Le général Gonse a pu trouver en arrivant les uns ou les autres des officiers nommés déjà dans le bureau, et parler du fait dont il était saisi par le ministre devant ceux qui se trouvaient là.

Je crois me rappeler parfaitement que l'un ou l'autre des présents aurait dit : « Si le commandant Esterhazy pouvait être averti de ce qui se tramait contre lui, au moins pourrait-il se défendre ! » ou une phrase ayant le même sens.

Mais je ne me rappelle absolument pas qu'il ait été question de rédiger une lettre, ou qu'on soit même arrivé à en rédiger une ; et certainement ou bien j'ai quitté seul la chambre en laissant les trois autres interlocuteurs, ou bien les quatre se sont séparés pour regagner chacun leur bureau respectif, mais la phrase prononcée n'a pas produit sur moi l'impression que l'on en arriverait à la mettre à exécution ; et sans en être sûr, je serais très porté à croire que c'est le général Gonse qui a mis fin à la conversation en disant qu'il n'y avait rien à faire, ou qu'il ne fallait pas s'engager dans une voie pareille, déclaration qui se trouve reproduite en d'autres termes dans la déposition du colonel du Paty de Clam.

Le président. — Il paraît certain cependant que l'on avait songé, au ministère de la guerre, à prévenir le commandant Esterhazy par une lettre anonyme.

Voici en effet ce que nous lisons dans un document signé du général Gonse, portant la date du 10 septembre 1898 :

« Au moment où nous sommes parvenus les lettres anonymes dévoilant la marche de la campagne, c'est-à-dire du 20 au 25 octobre 1897, j'ai examiné en effet le moyen de faire prévenir Esterhazy et j'indiquai au ministre de la guerre (général Billot) qu'on pourrait peut-être faire parvenir à Esterhazy une lettre anonyme, dont le texte fut préparé. »

Ce texte doit encore exister au dossier qui est au cabinet du ministre. Le général Billot ne donna pas son approbation à cette proposition et nous défendit même de faire parvenir cette lettre au destinataire.

Je transmis verbalement et directement cette défense au colonel du Paty ; il me fit quelques objections, et je lui répondis que les ordres du ministre étaient formels, et que nous n'avions qu'à nous incliner.

Le commandant Lauth. — Le fait même que le brouillon de la lettre qui a été préparée doit encore exister — au cabinet du ministre — indique qu'il a été fait en dehors du bureau des renseignements, et que le brouillon a dû être préparé par un officier d'ordonnance du ministre ; car si cette lettre avait été préparée à notre bureau, c'est à nous qu'il eût été rendu le brouillon. Peut-être le général Gonse a-t-il mis plus ou moins au courant le colonel Henry de ce qui avait été fait au cabinet du ministre, mais personnellement je n'en ai jamais rien su ; et le général Gonse disant qu'il défendait au colonel du Paty de faire quoi que ce soit et ne citant pas le colonel Henry semble bien montrer que c'était plutôt au colonel du Paty qu'il était nécessaire de communiquer la défense du ministre qu'au bureau des renseignements qui n'était pas en cause.

Lecture faite, après dictée, le témoin a déclaré persister dans sa déposition et a signé avec nous.

Signé : Commandant LAUTH.

